

## UNIVERSITE DE TIZI-OUZOU

Débrayage des étudiants  
du département d'informatique

Le département d'informatique de l'université de Tizi-Ouzou connaît, depuis dimanche dernier, des perturbations à la suite du débrayage des étudiants.

Outre l'activité pédagogique, le fonctionnement de l'administration a connu également des perturbations puisque les étudiants, à leur tête leurs délégués syndicaux, ont procédé à la fermeture des locaux administratifs et à l'occupation du bureau du doyen de la faculté de

génie électrique et d'informatique ainsi que celui du chef de département d'informatique.

L'action musclée de ces étudiants est motivée par ce qu'ils appellent "une réalité insultante" prévalant au sein de leur département.

Ils dénoncent "la source d'oreille et la langue de bois" réservées par les responsables aux doléances et aux problèmes posés par les étudiants qui qualifient leur

situation des plus "préoccupantes", tant "les entraves et les dysfonctionnements sont monnaie courante."

Les protestataires dénoncent la programmation des TP en complète opposition au programme officiel, la vétusté du matériel pédagogique, le sabotage du matériel destiné aux étudiants (12 grands onduleurs hors service) qui entrave le déroulement de quelques TP encore programmés, la quasi-

absence ou l'existence rudimentaire de la connexion Internet...

A ces problèmes pédagogiques les étudiants parlent "d'une situation chaotique" posée par les problèmes d'hygiène, d'insécurité et du manque d'infrastructures.

Une réunion devrait réunir, aujourd'hui, étudiants et responsables, avec à l'ordre du jour la situation telle que décrite par les étudiants.

S. A. M.

## MAATKAS

## Installation d'un nouvel exécutif

Finalement, le nouvel exécutif qui devait intervenir logiquement et consécutivement aux derniers bouleversements qu'a connus l'APC de Maâtkas et de la nouvelle configuration politique qui en a découlé, vient d'être installé sans aucune surprise. C'est-à-dire à composante exclusivement FLN.

Le vote est passé comme une lettre à la poste dans la salle de délibérations de l'APC, en présence de tous les fonctionnaires, à côté de "la société civile" qu'on pouvait compter sur les doigts d'une seule main, entre correspondants de presse et citoyens. Le siège de la mairie a été fermé pendant ce temps. Le siège de la mairie était fermé pendant ce temps, et alors que les citoyens s'agglutinaient devant le portail, non sans colère, tout le monde était retenu par les travaux de cet "important événement", prolongé par le "vœu" et le "devoir" de faire goûter aux présents et partager avec eux "ces moments d'extrême bonheur" qu'on fêtait autour de gâteaux et limonades. Mais là c'est une autre histoire, revenons à notre sujet.

Sur un autre plan, justement, cette installation s'est faite en l'absence des trois élus du FFS alors que les deux autres (RND) ne sont arrivés que quelques minutes avant la fin des délibérations. Contactés par nos soins, les élus du parti d'Aït Ahmed ont justifié leur acte par le souci "de ne pas cautionner une démarche qui va à l'encontre du choix de la population et du verdict des urnes que l'administration a préféré substituer par l'entremise d'une manœuvre illégale et grotesque, par l'alignement sur une autre tendance politique acquise au pouvoir caporaliste".

Il apparaît clairement que ces derniers font allusion à l'annulation du PV de retrait de confiance opéré à l'égard du maire, initialement issu de leur parti, mais qui n'en fait plus partie, par la première instance de la wilaya, alors qu'il a été avalisé par le chef de daïra sous la présidence de laquelle toute la démarche a été effectuée et "où a été constaté le respect de toutes les dispositions réglementaires", ajoutent-ils. Cette annulation, pour rappel, a fait perdre au FFS la présidence de l'APC qui lui revenait de droit, étant détenteur

de la liste majoritaire issue du scrutin passé, soit 5 sièges sur les 11 que compte l'APC de Maâtkas. Ce qui a permis aux 4 élus du FLN, qui avaient pourtant signé le retrait de confiance avant de se raviser, ainsi qu'au maire et un autre élu du FFS, demeuré fidèle au P/APC, de disposer d'une majorité pour faire passer le vote de la constitution de ce nouvel exécutif. C'est ainsi que les trois vice-présidences ainsi que la présidence de deux commissions, finances et urbanisme, sont revenues tout logiquement au parti de Belkhadem, alors que l'élu du FFS, sus-cité, a hérité de la présidence de la commission sociale et du poste de délégué spécial. Il s'occupera de l'antenne de mairie à Afir qui est, par ailleurs, actuellement fermée pour raisons de sécurité ayant fait l'objet de plusieurs actes de sabotages ces derniers temps. A l'issue de cette installation, la section et les élus de

la section locale du FFS, qui ont tenu une AG d'information ce week-end, nous ont informés qu'ils ne comptaient pas rester les bras croisés devant "cette injustice qui a permis le renversement de la légitimité populaire par les intrigues et les manigances du pouvoir qui ne se gêne pas, par le biais de son administration, à favoriser ses alliés au détriment même des lois de la République", soutiennent-ils.

Selon eux, une conférence de presse sera bientôt organisée par les élus et les responsables du parti et une déclaration sera incessamment diffusée à "l'intention de la population pour éclairer l'opinion publique sur les raisons, les tenants et les aboutissants de cette affaire", et surtout pour mettre à nu et dénoncer ce qu'ils qualifient "d'un autre scandale de l'administration algérienne".

R. A.

## AGHRIBS

## Un bureau de poste d'un autre âge

La poste des Aghrifs ne cesse de faire des mécontents parmi sa clientèle.

Il est vrai que, de prime abord, son infrastructure nous renseigne un tant soit peu sur les prestations de service qu'elle est en mesure de mettre à la disposition de ses usagers, le minimum s'entend : une salle ne dépassant guère les 12 m<sup>2</sup> flanquée d'un comptoir datant des années 1960 et à l'arrière-plan, une porte communicante sur une deuxième salle réservée au receveur qui se débat avec les cartons et les dossiers.

On raconte même que les lieux sont dénués de sanitaires pour les employés. Que peut-on attendre de mieux d'une structure en déphasage par rapport aux exigences

de l'heure alors que le moindre service quotidien devient un parcours du combattant pour les clients.

Le ton monte ces derniers temps pour dénoncer un laisser-aller criant au détriment d'une rentabilité certaine si on daigne tout au moins assurer un service minimum.

Les citoyens racontent la démesure des moyens humains mis à leur disposition par le cas d'un seul préposé affecté au guichet pour assurer, tenez-vous bien, la saisie sur ordinateur, les paiements, les mandats, les timbres, les pensions, les virements... En somme, toutes les opérations possibles engendrant quotidiennement des queues interminables.

L'acharnement au travail de cet employé,

et ce, quelle que soit sa volonté, ne saura répondre aux attentes des citoyens qui affluent par centaines tous les jours, car il s'agit vraiment d'une poste au rendement plus que moyen, notamment après l'installation d'un lycée et d'une caserne à proximité, ce qui devait être une raison de faire mieux au-delà de sa mission de service public.

L'attente d'une poste performante a trop duré, selon les citoyens rencontrés sur place, un service mis à mal et qui les oblige dans leur majorité à revendiquer le retour de leur bonne et vieille poste, car résignés qu'ils sont à n'attendre rien d'un service qui ne cesse de régresser dans leur localité.

F. B.

## MEDEA

Un plan de lutte  
contre  
la désertification

La conservation des forêts de la wilaya de Médéa a mis sur pied un plan d'action destiné à la lutte contre la désertification et la préservation de l'écosystème au niveau de la zone steppique qui englobe les communes de Chahbounia, Boughezoul, Oum Djellil, Aziz et Bouaiche, indiquent les responsables de cette structure.

Financé dans le cadre du programme de développement des Hauts-Plateaux, pour l'exercice 2007, qui vient en appui aux opérations initiées par le Haut-Commissariat au développement de la steppe (HCDS), il a pour objectif de contribuer à mettre un frein au phénomène de l'érosion auquel est exposée cette région, favoriser la reconstitution des espèces végétales locales et revitaliser les vastes étendues steppiennes, dont le pastoralisme reste la principale source de revenu pour la population.

Il est programmé le reboisement de 1 145 hectares en diverses espèces et essences végétales adaptées au microclimat local, dont 600 hectares à réaliser uniquement au niveau de la zone d'extraction de sable à Msilne, commune de Boughezoul, devant permettre la réhabilitation et la mise à niveau du périmètre de la sablière. 500 autres hectares recevront des plantes fourragères dans les zones de pacages situées dans les communes de Oum Djellil, Chahbounia et Aziz.

Le programme prévoit également la mobilisation et la valorisation des ressources hydriques superficielles locales, à travers la réalisation de petits ouvrages hydrauliques de stockage et de rétention, dans le but d'étendre la surface en irriguée au niveau de la zone steppique en retard par rapport à d'autres régions, et relancer le projet de concessions agricoles en souffrance depuis des années.

La conservation des forêts projetée, en outre, d'entamer des travaux de correction torrentielle et de traitement des bassins versants situés en aval des sites abritant des retenues collinaires dans la perspective d'assurer des apports hydriques supplémentaires pour ces régions.

La protection et la préservation de ces points d'eau contre les risques d'envasement, notamment, est susceptible, souligne-t-on, d'encourager le développement des activités agricoles de proximité et favoriser la fixation des populations locales.

APS

## ALGER

Une expropriation  
tourne au vinaigre  
à Birkhadem

Invité à quitter son habitation dans le cadre d'un programme d'expropriation, un ancien moudjahid refuse toujours de libérer les lieux même si les autorités compétentes y ont d'ores et déjà coupé toutes les commodités.

L'ancien moudjahid refuse de libérer la maison qu'il occupe depuis l'Indépendance en dépit de l'insistance de ses enfants. Le concerné n'admet pas qu'on le reloge avec son épouse dans un petit F2 type social.

A noter que ses enfants qui vivent avec lui ont pour leur part bénéficié de logements individuels dans le cadre de la même opération.

Selon des indiscretions, il semblerait que les autorités locales aient promis de revoir son cas mais seulement après avoir quitté les lieux.

Un état de fait que l'ancien condamné à mort de la guerre de Libération nationale ne semble pas entendre de la bonne oreille. Affaire à suivre.

N. M.